

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 22/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARP OUEST

10 rue Jupiter
ZAC Antarès
44470 Carquefou

Références : N3-2023-937 - RAPPORT

Code AIOT : 0006301247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2023 dans l'établissement SARP OUEST implanté 10 rue Jupiter ZAC Antarès 44470 Carquefou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle

Inspection du site suite à modification des installations - AP d'autorisation du 22/08/2023

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP OUEST
- 10 rue Jupiter ZAC Antarès 44470 Carquefou
- Code AIOT : 0006301247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Site de tri, transit et regroupement de déchets dangereux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Nature et volume d'activités
- Contrôles et vérifications
- Protection incendie du site
- Gestion du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôle des eaux pluviales et des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 4.5 et 4.6	/	Sans objet
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 7.3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place de Trackdéchets	Code de l'environnement, article R.541-45	/	Sans objet
2	Volume d'activités	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 1.2.1 et 1.2.4	/	Sans objet
6	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 7.4 et 7.3.5	/	Sans objet
7	Entretien du site - sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 2.2 et 7.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les volumes d'activité constatés sur site le jour de la visite sont conformes aux dispositions fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant a mis en place l'application Trackdéchets pour le suivi des déchets dangereux transitant par son site d'exploitation. Son usage a été systématisé pour chaque arrivée / départ de déchets dangereux.

3 faits susceptibles d'être non conformes ont été identifiés le jour de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Mise en place de Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mise en place de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant a mis en place, au 1 ^{er} janvier 2022, l'application Trackdéchets pour le suivi des déchets dangereux qui transitent sur son site d'exploitation. Une extraction de l'application permet de constater le bon usage de l'application.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Volume d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 1.2.1 et 1.2.4
Thème(s) : Situation administrative, Volume d'activités
Prescription contrôlée : Respect des volumes et quantités d'activités autorisés Correspondance des installations avec la nature des installations autorisées
Constats : Les activités constatées sur site sont : <u>- le transit et regroupement de déchets de graisses alimentaires :</u> L'exploitant déclare que l'ensemble (eau + graisses en mélange) collecté est dépoté dans deux bennes de décantation / filtration de 30 m ³ chacune d'où l'eau s'écoule gravitairement au travers de grilles de filtration. Cette eau est récupérée dans un poste de relevage qui permet de la stocker dans deux cuves de 12 m ³ . Si besoin, la réception des graisses dans les deux bennes est précédée d'un dégrillage afin de séparer les éléments indésirables (couverts, polystyrène, plastique, etc). <u>- le transit et regroupement de déchets hydrocarburés :</u> L'exploitant déclare que les déchets collectés sont déchargés, depuis une aire bétonnée dédiée dans deux bennes de réception de 15 m ³ chacune (30 t). Après décantation, la phase aqueuse surnageante contenant des hydrocarbures est transférée vers 3 cuves aériennes de regroupement de 20 m ³ chacune (60 t). La phase solide (boues hydrocarburées) est récupérée en fond de cuve puis transférée vers deux alvéoles couvertes de 45 m ² chacune (81 t) pour égouttage et séchage. <u>- le transit et regroupement de déchets de curage de réseau d'assainissement :</u> L'exploitant déclare que les opérations de récupération des déchets suite au curage des réseaux d'assainissement sont bien réalisées mais ces déchets ne transitent pas par le site. Cette activité de tri, transit et regroupement prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est donc pas en fonctionnement sur le site mais l'exploitant souhaite garder la possibilité d'utiliser une des 2 alvéoles du site pour la mise en place de cette activité. <u>- le transit d'huiles usagées :</u> L'exploitant déclare que les déchets collectés en citerne sont déchargés depuis une aire bétonnée dédiée, vers 2 cuves de 70 m ³ (2 compartiments de 35 m ³ chacun par cuve) permettent d'accueillir les huiles usagées (noires et claires). Une 3 ^{ème} cuve est prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation mais n'a pas encore été mise en place. Avis de l'inspection : Les volumes et quantités d'activité présents sur le site respectent les limites prescrites et correspondent au descriptif des activités autorisées. Type de suites proposées : Sans suite Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Contrôle des eaux pluviales et des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 4.5 et 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux de rejets et des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Conformité des résultats d'analyse des eaux de rejets et des eaux souterraines
Constats : L'exploitant réalise un contrôle mensuel de ses eaux de rejet ; ces contrôles sont réalisés par la société EGEH. Sur l'année 2023, il est constaté : - 2 dépassements en DCO (181 et 133 mg/l au lieu de 125 mg/l respectivement le 23 mars 2023 et le 15 juin 2023). - 4 dépassements en MES (60, 40, 50 et 79 mg/l au lieu de 35 mg/l respectivement le 23 mars 2023, le 18 avril 2023, le 15 juin 2023 et le 13 juillet 2023). L'exploitant s'engage à réaliser un nettoyage des réseaux du site afin de corriger les écarts.

<p>Pour le contrôle du 18 avril 2023, l'exploitant a inclus les PFAS et PFOS à son spectre analytique d'analyse : les valeurs obtenues ne dépassent pas les 14 ng/l, valeur peu significative. Un second contrôle est prévu en octobre 2023 afin de confirmer ou infirmer la tendance.</p> <p>Le contrôle des eaux souterraines a été réalisé le 19 avril 2023 par la société EGEH : Les valeurs obtenues ne révèlent de variation significative entre amont et aval du site. Un second contrôle des eaux souterraines est prévu en octobre 2023.</p> <p>Avis de l'inspection : L'exploitant prend note de l'engagement de l'exploitant et attend un retour sur les résultats d'analyse suite au nettoyage des réseaux.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N°4 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Conformité du contrôle des installations électriques
<p>Constats : L'exploitant a fait réaliser le contrôle de ses installations électriques le 2 mars 2023 par la société APAVE : 11 observations. L'exploitant est en relation avec la société CHATELLIER pour la réalisation des mesures correctives.</p> <p>Avis de l'inspection : L'exploitant devra réaliser les actions correctives dans les meilleurs délais et transmettre les éléments attestant de ces corrections à l'inspection des installations classées.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N°5 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Conformité des niveaux sonores en limite de propriété et zones d'émergence réglementée
<p>Constats : L'exploitant a fait réaliser le contrôle des niveaux sonores du site le 18 janvier 2021 par la société APAVE : aucune non-conformité en limite de propriété mais aucun contrôle en zones à émergence réglementée (ZER) n'a été réalisé.</p> <p>Avis de l'inspection : L'exploitant devra compléter son analyse des niveaux sonores par des mesures d'émergence en ZER.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N°6 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 7.4 et 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée : Moyens de protection contre l'incendie disponible sur site Capacité en eau incendie (poteau incendie - débit associé : 60 m³/h) Système de confinement des eaux incendie opérationnel</p>

Vérification des moyens de protection
Constats : L'exploitant dispose : - de 33 extincteurs sur site : contrôlés le 28/10/2022 par la société EUROFEU ; - de 4 trappes de désenfumage mises en place sur l'atelier d'entretien des véhicules (seul bâtiment d'exploitation fermé) : contrôlées le 02/11/2022 par la société EUROFEU. L'exploitant a fourni l'attestation de débit fournie par le gestionnaire de réseau pour le poteau incendie situé à proximité du site : 172 m ³ /h. Le confinement des eaux d'extinction se fait par montée en charge du site. La vanne de sectionnement est bien identifiée sur site et la fonctionnalité du système a été vérifiée.
Observations : Une réserve d'émulseur d'un volume de 500 litres à proximité de l'entrée du site n'a pas été mis en place. Le bon de commande signé a été transmis par l'exploitant.
Il est rappelé que l'exploitant a 6 mois, à compter de la notification de son arrêté d'autorisation du 22 août 2023, pour se conformer à l'ensemble des prescriptions de son arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Entretien du site - sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2023, articles 2.2 et 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Tenue du site
Prescription contrôlée : Propreté du site Absence d'encombrement des voies de circulation Règles de circulation
Constats : Le site est constaté propre et sans encombrement des voies de circulation. Les cheminements piétons sont bien identifiés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet